

DÉPARTEMENT DU VAR

C O M M U N E D E

TRANS en Provence

PLAN
LOCAL
D' URBANISME



D O C U M E N T 1

M O D I F I C A T I O N
S I M P L I F I E E
N ° 2

Exposé des motifs

PLU APPROUVE PAR DCM DU : 13/06/2013

MODIFICATION N°1 SIMPLIFIEE APPROUVEE PAR DCM DU : 15/11/2016

MODIFICATION N°2 DE DROIT COMMUN APPROUVEE PAR DCM DU : 27/02/2024

MODIFICATION N°2 SIMPLIFIEE PRESCRITE PAR DCM DU : 29/07/2025

MODIFICATION N°2 SIMPLIFIEE APPROUVEE PAR DCM DU : 22/01/2026

 **begeat**
les solutions d'aménagement...

AMENAGEMENT
URBANISME
ENVIRONNEMENT
PAYSAGE
DEVELOPPEMENT

www.begeat.fr
131 Place de la Liberté
83000 Toulon

Tél : 04 94 935 817
Fax: 04 94 092 034
Mail: begeat@wanadoo.fr

Sommaire

1.	Historique des procédures d'évolution du PLU.....	3
2.	Procédure de modification simplifiée n°2 du PLU.....	3
2.1.	Objet de la procédure	3
2.2.	Choix de la procédure.....	3
2.3.	Étapes de la procédure.....	4
2.4.	Pièces du PLU modifiées par la procédure	4
3.	Modifications du règlement écrit	5
3.1.	Nouvelles dispositions pour encadrer les annexes aux habitations existantes et légales en zones Ue et 2AU	6
3.2.	Article 7 – implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.....	6
3.3.	Article 9 – emprise au sol.....	7
3.4.	Article 11 – aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords	7
3.5.	Article 12 – obligations imposées aux constructions en matière de réalisation d'aires de stationnement.....	8
3.6.	Article 13 – obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations.....	8
3.7.	Annexes au règlement.....	8
4.	Modifications des emplacements réservés	9
4.1.	Localisation des ER réduits et supprimés.....	9
4.2.	Emplacements réservés réduits	9
4.3.	Emplacement réservé supprimé.....	11
4.4.	ER 15 et 16 : précisions apportées dans la liste des ER.....	12
5.	Compatibilité des modifications avec le PADD du PLU approuvé	13
6.	Annexe	15
6.1.	Extrait du schéma directeur – bassins de rétention	15

1. Historique des procédures d'évolution du PLU

- ❖ **Elaboration du Plan Local d'Urbanisme :**
Approuvée par délibération du conseil municipal du **13 juin 2013**
- ❖ **Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme :**
Approuvée par délibération du conseil municipal du **15 novembre 2016**
- ❖ **Modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme :**
Approuvée par délibération du conseil municipal du **27 février 2024**
- ❖ **Modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme :**
Prescrite par délibération du conseil municipal du **29 juillet 2025**
Approuvée par délibération du conseil municipal du **22 janvier 2026**

2. Procédure de modification simplifiée n°2 du PLU

2.1. Objet de la procédure

La procédure engagée par la commune de Trans-en-Provence a pour principaux objectifs de :

- Supprimer et réduire des emplacements réservés,
- Compléter les règles relatives aux clôtures et remblais,
- Préciser les conditions relatives à l'implantation des constructions en limite séparative,
- Apporter des dispositions relatives aux annexes des constructions,
- Apporter des précisions aux règles portant sur les constructions existantes et légales situées en zones 2AU et Ue,
- Compléter les règles relatives aux stationnements et aux espaces libres en zone Ue.

2.2. Choix de la procédure

L'article L153-41 du code de l'urbanisme dispose :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

→ La présente procédure n'a pas pour objet les éléments cités ci-dessus, elle ne relève donc pas d'une modification de droit commun.

L'article L153-45 du code de l'urbanisme dispose :

La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

- 1° **Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;**
- 2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;
- 3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ;
- 4° Dans les cas prévus au II de l'article L. 153-31.

→ La présente procédure s'inscrit dans « les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 du CU », c'est donc la modification simplifiée qui est retenue.

2.3. Étapes de la procédure

- La procédure de modification simplifiée n°2 a été engagée par délibération du conseil municipal du **29 juillet 2025**, conformément à l'article L153-45 et suivants du code de l'urbanisme.
- La procédure a fait l'objet d'une saisine au cas par cas de l'Autorité Environnementale (MRAe), conformément à l'article R104-12, 3° du code de l'urbanisme.
- Le projet de modification est notifié aux personnes publiques associées, conformément à l'article L153-40 du code de l'urbanisme.
- Les modalités de mise à disposition du public sont précisées par délibération du conseil municipal.
- Le projet de modification est mis à disposition du public pendant un mois, accompagné de l'exposé des motifs et des avis émis par les personnes publiques associées, conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme.
- Le bilan de la mise à disposition est présenté au conseil municipal, conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme.
- La procédure de modification simplifiée est approuvée par délibération du conseil municipal, conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme.

2.4. Pièces du PLU modifiées par la procédure

La présente procédure modifie le règlement écrit (document 2), la liste des emplacements réservés (document 3) et le règlement graphique (documents 4A et 4B).

Le dossier de modification simplifiée n°2 comporte les pièces suivantes :

- Document 1 : Exposé de motifs,
- Document 2 : Règlement écrit,
- Document 3 : Liste des ER et des SMS,
- Document 4A : Plan,
- Document 4B : Plan loupe.

3. Modifications du règlement écrit

Tableau récapitulatif des modifications du règlement écrit :

	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	1AU	2AUa	2AUb	2AUc	A	N
Article 2											
Autorisation des annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation					X		X	X	X		
Article 7											
Précision de la règle des constructions en limite séparative			X	X		X					
Limitation à 7m les annexes en limite séparative					X		X	X	X		
Article 9											
Emprise des annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation					X		X	X	X		
Limitation de la taille des piscines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Article 10											
Hauteur des annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation					X		X	X	X		
Article 11											
Hauteur des poteaux des portails		X	X	X		X	X	X	X	X	X
Mur de soutènement et clôture		X	X	X		X	X	X	X		
Article 12											
Stationnement perméable					X						
Article 13											
Espaces de pleine terre					X						

3.1. Nouvelles dispositions pour encadrer les annexes aux habitations existantes et légales en zones Ue et 2AU

Articles	Ue	2AUa	2AUb	2AUc
Article 2 Autorisation des annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation	X	X	X	X
Article 7 Limiter à 7m les annexes en limite séparative	X	X	X	X
Article 9 Emprise des annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation	X	X	X	X
Article 10 Hauteur des annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation	X	X	X	X

Antérieurement à l'élaboration du PLU de Trans-en-Provence, des constructions à destination d'habitation étaient implantées dans des secteurs, aujourd'hui situés en zones Ue (une dizaine d'habitations) ou 2AU. Au PLU en vigueur, les constructions à destination d'habitation sont interdites en Ue et les zones 2AU sont des zones d'urbanisation future considérée comme « stricte », mais les annexes des habitations existantes ne sont pas réglementées. Pour leur autoriser des annexes, l'article 2 précise qu'elles sont autorisées, à condition que l'habitation soit existante et légale. D'autres dispositions cumulatives s'ajoutent pour réglementer et limiter ces annexes : implantation par rapport aux limites séparatives (art. 7), emprise (art. 9) et hauteur (art. 10).

Modification de l'article 2 :

Les annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation.

Modification de l'article 7 :

- Les annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation sont autorisées en limite séparative, si la longueur n'excède pas 7 mètres.

Modification de l'article 9 :

- Les annexes (hors piscine) aux constructions existantes et légales à usage d'habitation sont limitées à 20 m² d'emprise au sol.

Modification de l'article 10 :

- Les annexes aux constructions existantes et légales à usage d'habitation ne peuvent dépasser 3,50 mètres au faîtage.

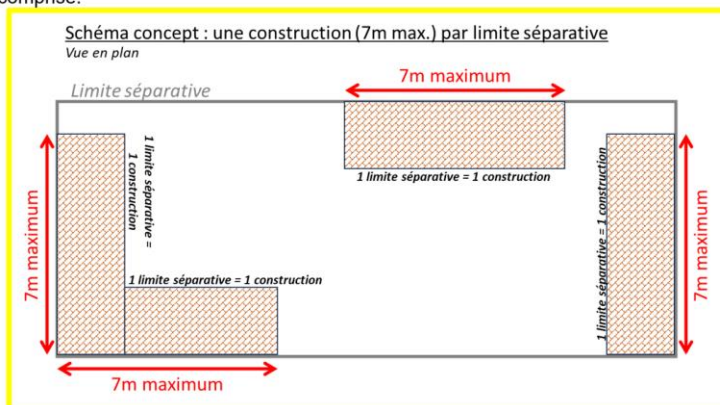
3.2. Article 7 – implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Article 7	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	1AU	2AUa	2AUb	2AUc	A	N
Précision de la règle des constructions en limite séparative			X	X		X					

Actuellement, l'article 7 des zones Uc, Ud et 1Au réglemente que « la construction en limite séparative est autorisée si les conditions suivantes sont réunies : a) la construction est autorisée en limite séparative si la longueur n'excède pas 7 mètres. b) la hauteur de la construction en limite séparative ne doit pas excéder 3,50 mètres toiture comprise. ». La compréhension de la condition a) n'est pas suffisamment explicite à sa lecture. Pour assurer la bonne interprétation de la règle, celle-ci est reformulée et accompagnée d'un schéma concept.

Modification de l'article 7 des zones Uc, Ud et 1AU :

- La Une seule construction en par limite séparative est autorisée si les conditions suivantes sont réunies :
 - La construction est autorisée en limite séparative si la longueur n'excède pas 7 mètres.
 - La hauteur de la construction en limite séparative ne doit pas excéder 3,50 mètres toiture comprise.



3.3. Article 9 – emprise au sol

Article 9	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	1AU	2AUa	2AUb	2AUc	A	N
Limitation de la taille des piscines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Actuellement le PLU ne limite pas la taille des piscines. Afin d'encadrer le développement des piscines sur tout le territoire et limiter les besoins en eau liés, la superficie des bassins des piscines et bassins est limitée à 50m² et leur volume est limité à 80m³ dans toutes les zones du PLU.

Modification de l'article 9 de toutes les zones du PLU :

La superficie du bassin des piscines et des bassins est limitée à 50m². Leur volume est limité à 80m³

Suite à l'avis de la chambre d'agriculture, la commune est favorable pour compléter les dispositions relatives aux piscines en zones agricoles et naturelles :

La superficie de la piscine et de sa plage imperméabilisée sont limitées à 80 mètres².

3.4. Article 11 – aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Article 11	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	1AU	2AUa	2AUb	2AUc	A	N
Hauteur des poteaux des portails		X	X	X		X	X	X	X	X	X
Mur de soutènement et clôture		X	X	X		X	X	X	X		

Le PLU limite la hauteur des clôtures à 1,80 m en zones Ub, Uc, Ud, 1AU, 2AU, A et N, mais il s'avère que cette hauteur est contraignante pour les poteaux (piliers) qui assurent l'installation des portails. Le PLU modifié maintient la hauteur maximale des clôtures à 1,80 m dans ces zones, et l'article 11 est amendé par une disposition complémentaire qui majore la hauteur autorisée jusqu'à 2 m uniquement pour les poteaux des portails, permettant ainsi l'installation d'un portail, tout en assurant une hauteur raisonnée des poteaux.

Modification de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, 1AU, 2AU, A et N :

Les poteaux des portails de plus d'1,80 mètre sont autorisés, sans dépasser 2,50m.

Avec le contexte topographique de certains quartiers, des conséquences négatives sur le paysage sont visibles depuis les terrains en contre-bas des projets de construction de mur de soutènement en limite parcellaire : la hauteur du mur de soutènement, surmontée d'une clôture, peut causer un « front de mur/clôture » jusqu'à la hauteur de la toiture de la construction en contre-bas, à une distance relativement proche de la construction en contre-bas. D'autant plus que le mur de soutènement surmonté d'une clôture a parfois une intégration paysagère minime. Pour limiter ces impacts, l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, 1AU et 2AU est amendé :

- Au-dessus des murs de soutènement, seuls sont autorisés les grillages doublés de haie vive, et dans une limite d'1,20 m.
- Un croquis est inséré dans le règlement pour traduire la règle et favoriser sa bonne application.
- La définition de mur de soutènement, déjà existante dans le lexique (annexes au règlement), est rappelée à l'article 11 pour s'assurer que les conditions soient appliquées, à savoir :
 - 1) Hauteur limitée à 2 mètres, longueur limitée à 20 mètres, profondeur minimale d'1 mètre
 - 2) Réalisation en pierres locales appareillées ou avec un enduit teinté dans la masse par l'utilisation de sables naturels locaux
 - 3) Au-dessus des murs de soutènement, seul un grillage de 1,20 mètre maximum doublé de haie vive est autorisé
 - 4) Les murs en enrochements cyclopéens et la teinte blanc en grande surface sont interdits

Modification de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, 1AU et 2AU :

■ Au-dessus des murs de soutènement, seul un grillage de 1,20 mètre maximum doublé de haie vive est autorisé.

Croquis des clôtures autorisées en cas de mur de soutènement

Mur de soutènement (rappel du lexique) :
Les murs de soutènement et talus, qui ne pourront excéder 2 mètres de hauteur et 20 mètres de longueur, seront réalisés en pierres locales appareillées ou recevront un enduit teinté dans la masse par l'utilisation de sables naturels locaux - le blanc étant interdit en grande surface.
Ils devront avoir une profondeur minimale de 1 mètre.
Au-dessus des murs de soutènement, seul un grillage de 1,20 mètre maximum doublé de haie vive est autorisé.
Les murs en enrochements cyclopéens sont interdits.

3.5. Article 12 – obligations imposées aux constructions en matière de réalisation d'aires de stationnement

Article 12	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	1AU	2AUa	2AUb	2AUc	A	N
Stationnement perméable					X						

Pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales et répondre aux différents enjeux liés à la gestion des eaux pluviales, l'article Ue12 est modifié pour que les espaces de stationnement extérieurs soient conçus de sorte à assurer leur perméabilité.

Modification de l'article 12 de la zone Ue :

6. Les espaces dédiés au stationnement extérieurs sont conçus afin d'assurer leur perméabilité.

3.6. Article 13 – obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

Article 13	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	1AU	2AUa	2AUb	2AUc	A	N
Espaces de pleine terre					X						

En zone Ue, l'emprise au sol des constructions est limitée à 40% du terrain. Au PLU 2024, les espaces libres devaient représenter au minimum 20% du terrain. Pour rappel du lexique, les espaces non imperméabilisés doivent impérativement comporter 50% d'espaces en pleine terre végétale ou en relation directe avec les strates du sol naturel. Il a été constaté qu'en application de la règle du PLU 2024, les espaces de pleine terre imposés sont trop minimes (10% de la superficie du terrain).

Pour assurer un traitement paysager et vert de la zone, les espaces libres sont majorés à 40% de la superficie du terrain (entraînant une majoration des espaces de pleine terre), et un rappel du lexique est ajouté pour s'assurer de la bonne application du coefficient d'espaces de pleine terre.

Modification de l'article 13 de la zone Ue :

- Les espaces laissés libres de toute construction devront être traités en espaces non imperméabilisés et représenteront au minimum **240 %** de la superficie du terrain. **Rappel du lexique : les espaces non imperméabilisés doivent impérativement comporter 50% d'espaces plantés ou rocheux, en pleine terre végétale ou en relation directe avec les strates du sol naturel.**

3.7. Annexes au règlement

1) La hiérarchie des annexes au règlement : au PLU 2024, le lexique est l'annexe 6. Il s'avère qu'il n'est pas suffisamment mis en avant pour être consulté facilement. Le lexique est donc remonté en annexe 1 (décalant la numérotation des autres annexes). Au sommaire du règlement, les titres des annexes sont ajoutés à la table des matières, pour mettre en évidence les annexes au règlement situées en fin du *document 2 Règlement*.

2) Lexique – reformulation de la définition des murs de soutènement : pour poursuivre l'objectif de limiter les conséquences négatives visibles depuis les terrains en contre-bas des projets de construction de mur de soutènement en limite parcellaire, seuls sont autorisés au-dessus des murs de soutènement les grillages, dans la limite de 1,20m et doublé de haie vive.

Modification de la définition (Lexique dans les annexes au règlement) :

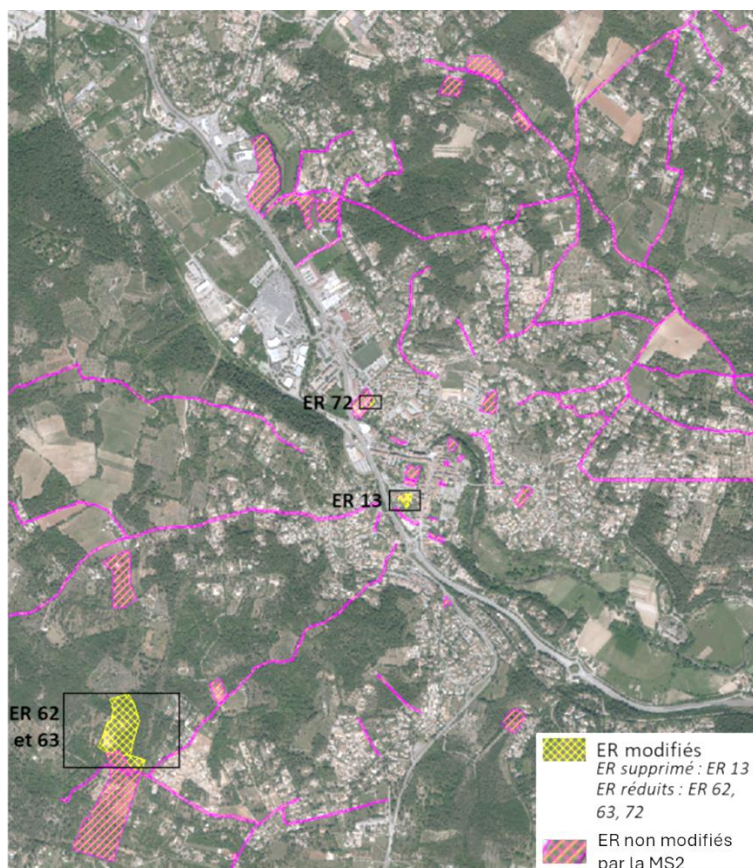
Les murs de soutènement :
Les murs de soutènement et talus, qui ne pourront excéder 2 mètres de hauteur et 20 mètres de longueur, seront réalisés en pierres locales appareillées ou recevront un enduit teinté dans la masse par l'utilisation de sables naturels locaux - le blanc étant interdit en grande surface.
Ils devront avoir une profondeur minimale de 1 mètre.
Les murs de plus de 2 mètres de hauteur seront végétalisés. Au-dessus des murs de soutènement, seul un grillage de 1,20 mètre maximum doublé de haie vive est autorisé.
Les murs en enrochements cyclopéens sont interdits.

4. Modifications des emplacements réservés

Pièces modifiées :

- Document 3 Liste des ER et des SMS : mise à jour de la liste des ER
- Document 4A Plan loupe
- Document 4B plan

4.1. Localisation des ER réduits et supprimés



4.2. Emplacements réservés réduits

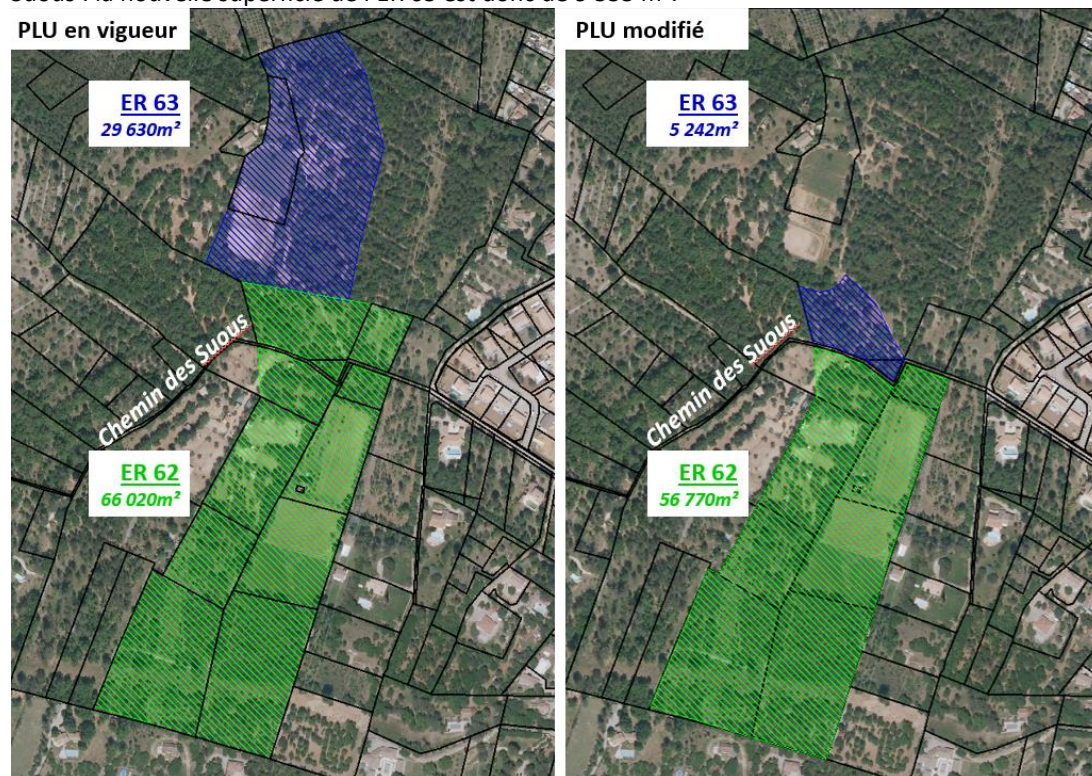
Emplacements réservés 62 et 63 pour la zone de rétention pluviale :

- Au Sud du chemin des Suous : la superficie de l'emplacement réservé n'est pas modifiée. En effet, il n'y a pas encore eu d'étude pour préciser la zone de rétention au Sud du chemin.
 - 56 770 m² d'emplacement réservé (ER 62) au Sud du chemin.
- Au Nord du chemin des Suous : la superficie des emplacements réservés est réduite pour se mettre à jour au vu du schéma directeur (cf. annexe : extrait du schéma directeur) :
 - Au PLU de 2024, le tracé de l'ER 62 concerne 11 parcelles, dont 3 parcelles au Nord du chemin des Suous : or, la délimitation de l'ER 62 était prévue sur les 8 parcelles au sud du chemin des Suous. Afin de corriger cette erreur matérielle, les 3 parcelles situées au Nord du chemin des Suous sont supprimées de l'emprise de l'ER 62. L'objectif étant que l'ER 62 corresponde uniquement à la zone au Sud du chemin.
 - ↳ L'ER 62 est donc réduit, pour corriger cette erreur matérielle.
 - L'ER 63, au Nord du chemin, est modifié afin de correspondre au projet de bassin situé au Nord du chemin des Suous, tel que défini dans le schéma directeur (cf. annexe : extrait du schéma directeur).

Ainsi, dans le PLU de 2024, 38 880 m² de superficie d'ER avaient été identifiées pour la zone de rétention, réparties ainsi :

- 9 250 m² d'ER 62 (les 3 parcelles situées au Nord du chemin des Suous)
- et 29 630 m² d'ER63.

Après modification du PLU, l'ER 63 est désormais réduit, et intègre les parcelles au Nord du chemin des Suous : la nouvelle superficie de l'ER 63 est donc de 9 555 m².



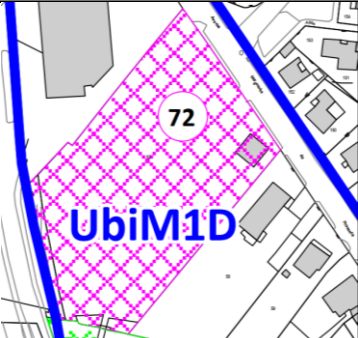
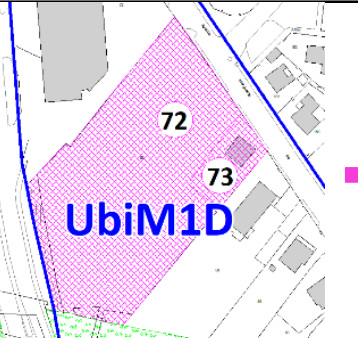
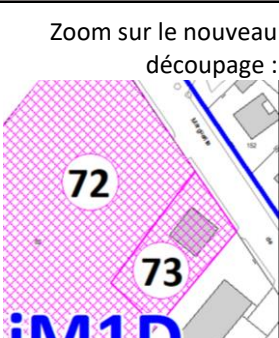
Zonage PLU		ER avant :	ER après :
ER 62 et 63			

Extrait du document 3 - liste des ER :

62	Zone de rétention pluviale	DPVA	66 020 m ² 56 770 m ²
63	Zone de rétention pluviale	Commune	29 630 m ² 5 242 m ²

En réponse à l'avis de la chambre d'agriculture, l'ER 62 est conservé : lors de la décision d'acquisition des ER par la commune, celle-ci s'engage à assurer une concertation avec les exploitants concernés par l'instauration de ces ER qui ont été définis par le schéma directeur des eaux pluviales et qui ne peuvent être positionnés ailleurs. L'objectif étant de privilégier « les zones de rétention naturelles », et de limiter au maximum « les aménagements hydrauliques, de types bassins » constitutifs d'artificialisation des sols.

Emplacements réservés 72 : maintien de l'ER mais découpage de l'ER initial en deux ER

Zonage PLU	ER avant :	ER après :
ER 72		  <p>Zoom sur le nouveau découpage :</p>

La commune maintient l'emplacement réservé 72, mais distingue désormais le foncier bâti du non bâti.

Ainsi, l'ER72 est découpé en deux ER :

- l'ER 72 concerne le foncier non bâti,
- et l'ER73 concerne le foncier bâti.

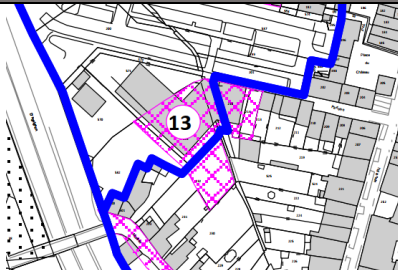
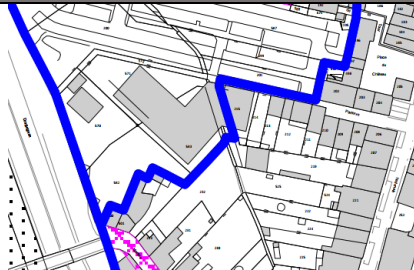
La superficie totale concernée par un ER reste inchangée. La superficie du nouvel ER 73 (593m²) est intégralement déjà concernée par un ER dans le PLU en vigueur.

La présente modification ne concerne donc que la numérotation de l'ER.

Extrait du document 3 - liste des ER :

72	Stationnement multimodal	Commune	6 870 m ² 6 277 m ²
73	Stationnement multimodal	Commune	593 m ²

4.3. Emplacement réservé supprimé

ER supprimé :	Zonage avant :	Zonage supprimé :
ER 13		

L'emplacement réservé n°13 est supprimé car le projet a été réalisé.

Extrait du document 3 - liste des ER :

13	Logements sociaux + parking	Commune	1780 m ²
----	-----------------------------	---------	---------------------

4.4. ER 15 et 16 : précisions apportées dans la liste des ER

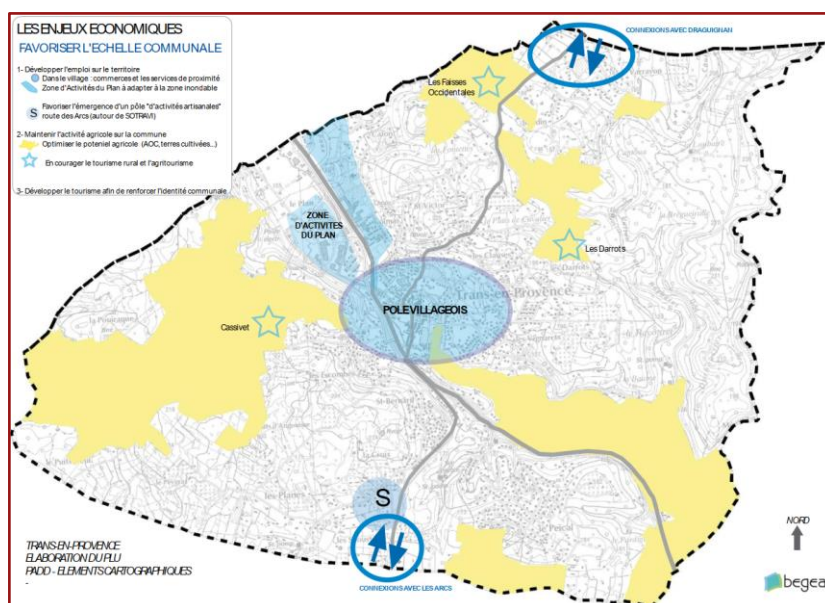
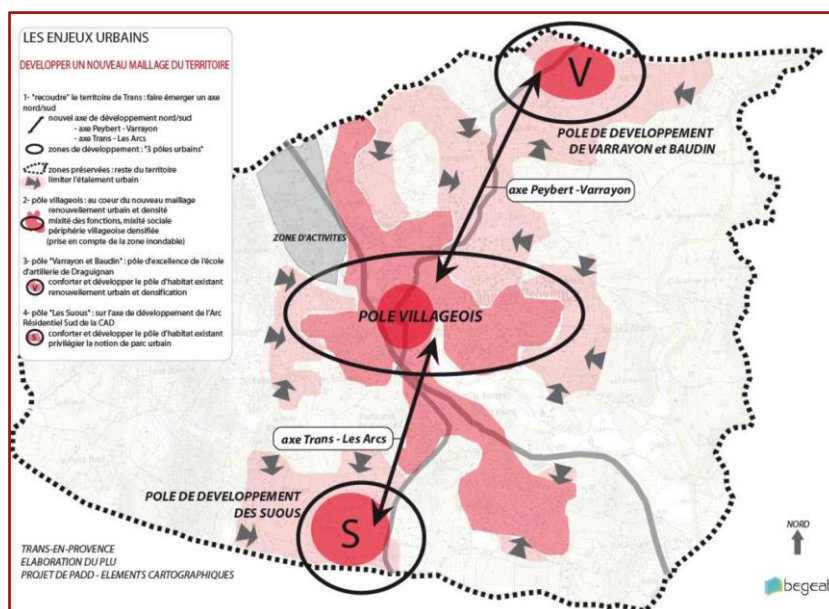
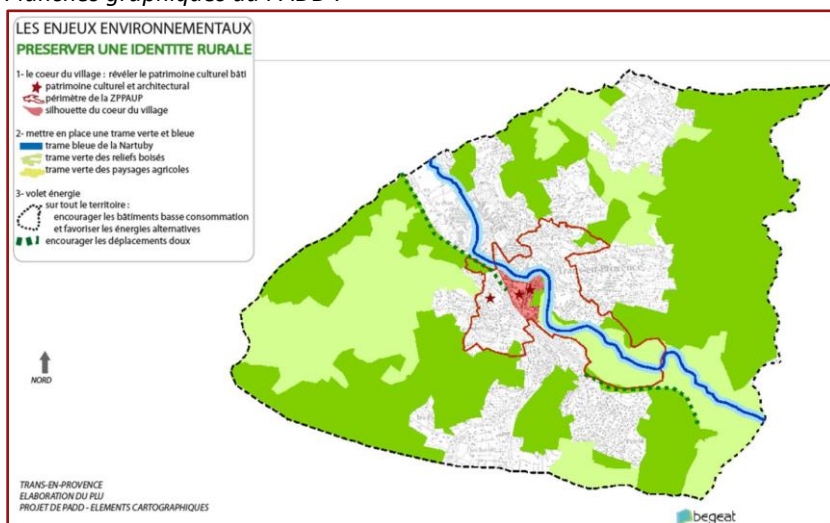
Extrait du document 3 – liste des ER :

15	Création de voie, y compris cheminements doux	Commune	1978 m ² 6 m
16	Création de voie, y compris cheminements doux	Commune	1344 m ² 6 m

Les ER 15 et 16 désignent la création de voie. Il est préférable pour les voies d'indiquer leur largeur, plutôt qu'une superficie. Les ER 15 et 16 sont donc inchangés, mais leur largeur est précisée dans le *document 3 Liste des emplacements réservés*.

5. Compatibilité des modifications avec le PADD du PLU approuvé

Planches graphiques du PADD :



Orientations du PADD	Compatibilité de la procédure de modification
<p>Orientation n°1 Trans-en-Provence préserve son identité rurale :</p> <p><i>1.1 Le cœur du village : Révéler le patrimoine culturel bâti</i></p> <p><i>1.2 Mettre en place une « trame verte » et une « trame bleue »</i></p> <p><i>1.3 Volet énergie</i></p>	<p>Les modifications apportées par la présente procédure sont favorables à l'orientation n°1 : les prescriptions apportées aux murs de soutènement encouragent une qualité architecturale (mesure n°1). Les autres modifications ne vont pas l'encontre de l'orientation n°1.</p>
<p>Orientation n°2 Trans-en-Provence développe un nouveau maillage du territoire :</p> <p><i>2.1 « recoudre » le territoire de Trans-en-Provence</i></p> <p><i>2.2 Positionner le village au cœur du nouveau maillage du territoire de Trans-en-Provence</i></p> <p><i>2.3 Positionner Trans-en-Provence à proximité du pôle d'excellence lié à l'école d'artillerie de Draguignan</i></p> <p><i>2.4 Positionner Trans-en-Provence sur l'Arc Résidentiel Sud de la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD)</i></p>	<p>Les modifications apportées par la présente procédure sont favorables à l'orientation n°2 : la suppression de l'ER 13 fait suite à la réalisation d'un projet d'équipement public, renforçant l'attractivité du village. Les règles qui encadrent les annexes et limitent les piscines encouragent la maîtrise de l'urbanisation. Les autres modifications ne vont pas l'encontre de l'orientation n°2.</p>
<p>Orientation n°3 Trans-en-Provence favorise l'échelle communale :</p> <p><i>3.1 Développer l'emploi sur le territoire de Trans-en-Provence</i></p> <p><i>3.2 Maintenir l'activité agricole sur la commune de Trans-en-Provence</i></p> <p><i>3.3 Développer le tourisme</i></p>	<p>Les modifications apportées par la modification simplifiée n°2 du PLU ne vont pas à l'encontre de l'orientation n°3 : dans les zones Ue, les stationnements doivent être conçus pour assurer leur perméabilité, et les espaces libres sont majorés à 40% du terrain, sans modifier l'emprise au sol autorisée dans la zone.</p>

6. Annexe

6.1. Extrait du schéma directeur – bassins de rétention



2 autres sites sont proposés par Trans-En-Provence plus en amont des bassins versants SU10 et SU11.

Figure 20 : localisation des sites des 2 bassins de rétention projet



Objectifs :

- ▶ Les caractéristiques du bassin de rétention sont adaptées à la parcelle projet.
- ▶ Le bassin de rétention vient en complément des aménagements précédents.

Caractéristiques du bassin projet amont :

- ▶ Volume : 2500 m³
- ▶ Ouvrage de fuite : cadre largeur 0.3 m x hauteur 0.3 m
- ▶ Surverse : largeur 5 m
- ▶ Hauteur de la surverse : 1.5 m

Caractéristiques du bassin projet aval :

- ▶ Volume : 8000 m³